

**ALGER**

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Mali-la-CEDEAO-instrument-des.html>

# Mali : la CÉDÉAO instrument des puissances impérialistes

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 30 septembre 2020

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

Le Mali, grand pays du Sahel, plus de 20 millions d'habitants, occupe un vaste territoire et une position géopolitique et géostratégique de la plus haute importance. Colonisé pendant des décennies par la France et convoité de longue date par les puissances impérialistes, il partage près de 7 420 km de frontières avec sept pays limitrophes : l'Algérie au nord, le Niger et le Burkina Faso à l'est, la Côte d'Ivoire, la Guinée au sud, la Mauritanie, et le Sénégal. Aspect très contraignant, ce pays n'a pas de débouché maritime. Pour tous ses approvisionnements, il est obligé de passer par le port de Dakar au Sénégal, de Conakry en Guinée ou d'Abidjan en Côte d'Ivoire. C'est un handicap très important pour le développement de son économie et qu'il faut prendre en compte pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

Le Mali a obtenu son indépendance comme beaucoup de pays africains en 1960 grâce au vent nouveau de liberté créé par le rapport des forces mondial à la suite de la Révolution socialiste d'Octobre 1917 en Russie. Des nouveaux dirigeants africains progressistes ont pris le pouvoir et ont instauré des régimes tendant à rompre avec la domination économique coloniale et à jeter les premières bases d'une orientation socialiste. C'est le cas du Ghanéen Kwame Nkrumah, du Guinéen Sékou Touré et de Modibo Keïta, le père de l'indépendance du Mali.

Les bourgeoisies africaines coalisées dans un mouvement ultra réactionnaire, appuyé par les puissances impérialistes ont renversé ces régimes par des coups d'États à répétition d'une violence inouïe sur tout le continent.

C'est Modibo Keïta qui a proclamé l'indépendance du Mali le 22 septembre 1960 et qui a instauré avec les patriotes révolutionnaires un régime en rupture avec l'héritage colonial. Ce fut l'un des premiers pays d'Afrique à opter pour une orientation socialiste. Le processus de rupture a duré 8 ans. Une expérience inégalée que les forces vives du Mali ne doivent absolument pas oublier pour sortir leur pays du marasme où il se trouve.

Le 19 novembre 1968, un certain Moussa Traoré, un simple militaire de pacotille, participe au coup d'État qui renverse le président socialiste Modibo Keïta. Il devient président du Comité militaire de libération nationale, puis président de la République le 19 septembre 1969.

Ce fut une mise en scène bien rodée. Modibo Keïta qui ne se doutait de rien faisait route vers Bamako où il revenait après un voyage en province. En périphérie de la capitale, à une quinzaine de kilomètres du centre, son convoi est stoppé par un barrage de putschistes :

« Monsieur le président, voulez-vous vous mettre à la disposition de l'armée ? », lui demande alors le lieutenant Tiekoro Bagayoko, un des leaders du putsch. Le président se rend et aux alentours de 11h30, il est amené à bord d'un blindé jusqu'au centre-ville. Les putschistes ont des revendications précises : qu'il renonce au socialisme prôné depuis l'indépendance - et se séparer de ses principaux collaborateurs. Réponse négative de Modibo Keïta : « Nous sommes dans un pays de droit et de démocratie. Nous respectons depuis l'indépendance la volonté populaire. C'est le peuple qui a opté pour le socialisme [...]. Le socialisme n'est donc pas mon choix à moi tout seul, demandez au peuple ce qu'il en pense. Quant à mes collaborateurs, [...] je leur fais confiance. »

Huit ans de régime à orientation socialiste s'achèvent ainsi. Peu après, le président déchu est transféré dans un camp militaire à Kidal, dans la région désertique du nord-est. Avec lui, 40 responsables de l'US-RDA (Union soudanaise - Rassemblement démocratique africain) sont également déportés, à Kidal ou à Taoudéni. L'assassinat de Modibo Keïta ne fait aucun doute et aussi de nombreux collaborateurs qui ont subi le même sort.

Le Mali venait de perdre un homme d'une valeur inestimable, il était un fervent panafricain et l'un des principaux fondateurs de OUA et apportait un soutien sans faille au FLN durant la guerre de libération nationale du peuple algérien.

Ce fut un drame pour le peuple malien, le Mali a été vidé de ses cadres compétents et honnêtes, de véritables patriotes. Ils ont été remplacés par des hommes de main, une véritable mafia, pour imposer une politique ouvertement capitaliste inféodée à l'impérialisme français, soumise au diktat des puissances impérialistes.

## Une politique désastreuse pour le peuple malien

Le coup d'État de Moussa Traoré a sonné le début de la catastrophe dans le pays. Les putschistes vont s'acharner contre les partisans du socialisme, des milliers de cadres sont licenciés ou arrêtés et jetés en prison quand ils ne sont pas massacrés ou assassinés et enterrés dans des fosses communes. Les manifestations sont réprimées sauvagement.

C'est aussi le début de la valse des dirigeants marionnettes, remplacés arbitrairement par des hommes de clans mafieux qui se disputent le gâteau comme des chiffonniers. Le dernier en date, Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, un homme important de la politique malienne, c'est l'homme type de l'oligarchie française. Il a fait toutes ses études en France et occupa des postes importants, tout d'abord, chargé de recherche au CNRS et enseigne les systèmes politiques du tiers monde au centre Pierre-Mendès-France, annexe de l'université PARIS-1 Panthéon Sorbonne. De retour au Mali en 1986, il devient conseiller technique principal du fond européen de développement (FED) chargé de la mise en oeuvre du premier programme de microréalisation par la communauté économique européenne au Mali.

La politique c'est son rayon, il va occuper des postes politiques majeurs, notamment conseiller diplomatique, porte-parole du président de la république du Mali de l'époque, un certain Alpha Oumar Konaré. Il grimpe rapidement dans la hiérarchie et devient premier ministre sous la présidence de Alpha Oumar Konaré. Puis il se présente aux élections présidentielles de 2002, 2007, 2013 et 2018 et comme dans tous ces pays sous domination néocoloniale les élections sont truquées par des fraudes massives, la magouille électorale tourne à plein régime. Il est élu avec la bénédiction des puissances impérialistes, de l'ONU, de l'Union Européenne et enfin avec l'aval de cette CÉDÉAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), une organisation inter gouvernementale ouest-africaine créée en mai 1975 chantre de la France-à-fric et de l'impérialisme, comprenant 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Sierra-Léone, Togo, Cap vert).

Le résultat est là, les faits sont têtus, 80% de la population malienne sont dans un État de pauvreté endémique insupportable, l'économie est dans un état de faillite et au bord de l'explosion.

En adoptant le franc CFA-ÉCO, tous ces pays ne sont pas tout à fait indépendant, ils sont sous la tutelle de l'impérialisme français. Les dirigeants de la CÉDÉAO sont les larbins de l'impérialisme, IBK était leur poulain, ils l'ont défendu sans masque, malgré son bilan catastrophique, il laisse un pays en ruine, gangrené par une corruption massive de tous les responsables politiques. IBK a régné en maître pendant plus de 20 ans, il a instauré un régime clanique, toute sa famille et ses amis occupent les postes clefs, son fils en particulier est même devenu le conseiller de son père et il est responsable de la commission de défense et des marchés publics. C'est un affairiste de haut niveau. Pour obtenir un marché public, il faut passer par lui. C'est lui qui décide moyennant des commissions importantes et il a trempé dans d'autres magouilles. Il est chargé de l'achat de matériel militaire pour l'armée malienne, c'est la poule aux oeufs d'or. Ce sont des sommes pharamineuses qui vont être englouties dans des trafiques monstres et vont se retrouver dans sa poche et dans celle de ses amis. Depuis, l'armée malienne attend toujours d'être approvisionnée en armement indispensable pour la lutte contre les terroristes islamistes et pour assurer pleinement la sécurité du pays.

Depuis le coup d'État de Moussa Traoré le 10 septembre 1968, tous les dirigeants qui se sont succédés depuis des décennies dont IBK, le dernier en date, tout en se goinfrant de l'argent du peuple, n'ont fait que continuer à appliquer sans retenu, la politique néocoloniale de la France au Mali. La bourgeoisie malienne s'est vautrée dans une compromission éhontée avec les puissances étrangères et bafouant même la souveraineté nationale du Mali. Cette politique pratiquée contre le peuple est un désastre économique et politique. Tout d'abord sur le plan économique, chômage, inégalité, misère insoutenable des masses populaires sont devenus insupportables. Les conséquences sont d'une gravité exceptionnelle, les masses populaires sont abandonnées et laissées aux mains des terroristes. C'est le terreau du recrutement pour quelques dollars des djihadistes et surtout l'approvisionnement de leur intendance en toute sécurité.

Le deuxième point le plus important, c'est l'échec total de la lutte contre les groupes obscurantistes et ce n'est pas la présence militaires française qui prouve le contraire. L'impérialisme n'a pas l'intention de les éradiquer. Il les laisse se reproduire pour justifier le maintien de ses troupes dans ce pays et s'ingérer dans ses affaires. Le Mali c'est la chasse gardée de la France et l'armée française n'est pas au Mali pour les beaux yeux des Maliens, mais bien pour sauvegarder leurs importants intérêts miniers et d'autres entreprises implantées au Mali.. Et encore moins les dirigeants de la CÉDÉAO qui vont changer la donne. Et pour confirmer ces remarques, ce n'est pas étonnant de constater que c'est bien les dirigeants de la CÉDÉAO qui sont responsables de ce désastre. C'est bien les dirigeants de la CÉDÉAO suivant le dictat des puissances étrangères, qui fixent les objectifs des opérations militaires en associant les chefs d'État du G5-SAHÉL créée en 2017 (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso) et le plus surprenant avec l'accord du président français Emmanuel Macron.

C'est bien pour ça que IBK a accepté que l'armée malienne joue un rôle de supplétif de l'armée française. Il a instauré un embargo sur les équipements militaires de l'armée malienne et bloqué les armes commandées par l'armée dans les ports de Dakar, Conakry et en Côte d'Ivoire et de ce fait a payé le prix fort avec près de 600 morts dans des combats contre les hordes obscurantistes. C'est un constat sévère pour le peuple malien. Le Mali est à terre, il n'existe plus en tant que pays indépendant. Les importantes ingérences grossières de toutes ces puissances étrangères (françaises, africaines sans oublier les USA avec une organisation spéciale Afrique AFRICOM et bien sûr les nouveaux arrivants, Chine et Russie, sont inadmissibles. Tout ce beau monde, qui prétend aider le Mali, se comportent comme des vautours autour d'un cadavre se disputant les richesses du Mali. Les convoitises sont énormes Le sous sol du Mali fait partie des plus riches du continent. On trouve traces de pétrole en énorme quantité, du phosphate, des pierres précieuses en grande quantité, du bois fossilisé, de l'or très prometteur, bauxite, marbre et d'autres richesses.

On comprend mieux l'état de délabrement du Mali et qui fait face à une véritable agression

Comme beaucoup de pays qui possèdent des richesses inestimables alors que leur peuple est dans une pauvreté insoutenable, le Mali n'échappe pas aux appétits féroces de leur multinationales.

Malgré la répression féroce du pouvoir, le peuple malien a toujours résisté et combattu tous ces margoulins qui ont dirigé le pays pendant des décennies. Des nombreuses manifestations ont eu lieu et souvent noyées dans le sang. De nombreux dirigeants ont été emprisonnés ou assassinés. Ce n'est que lors des puissantes manifestations de ces derniers mois, soutenues par une partie de l'armée que la destitution du dictateur IBK a été enfin obtenue.

C'est une première victoire mais rien n'est réglé. Les dirigeants corrompus sont encore tous en place.

C'est comme chez nous avec le « hirak », Boutef a été viré, mais les hommes du régime sont toujours en place. Et la politique n'a pas changé d'un iota, les libertés démocratiques sont étranglées plus qu'avant.

Le programme des militaires qui ont pris le pouvoir reste flou et demande rapidement à des éclaircissements urgents et surtout des mesures économiques conséquentes en faveur des masses populaires. Le peuple malien doit se mobiliser massivement jusqu'à la victoire finale pour que les fruits de ses luttes ne soient pas confisqués.

L'opposition tergiverse dans des querelles inutiles mais il n'y a pas une force capable de prendre le pouvoir. Les partis en présence tel que le S5-RFP et le parti Sadi est la plus important et se réclame de l'anti-impérialiste, mais n'a pas de programme économique à proposer. L'autre parti est un danger pour la démocratie, c'est le mouvement politique d'un certain Mahmoud Dicko un Imam très influent et qui veut instaurer un régime islamique. Le peuple malien est très croyant, et 95% de la population est musulmane.

Dans son dernier journal, le Parti Communiste Malien dénonce : « *La France est liée avec l'Afrique pour le seul profit du capitalisme occidental. Sauf les intellectuels aliénés et les gens endormis croient toujours que la France et ses amis sont au Mali pour lutter contre les terroristes et aider l'État malien, alors qu'en réalité, ils sont là pour détruire*

## **Mali : la CÉDÉAO instrument des puissances impérialistes**

---

*l'État malien avec la complicité de tous les hommes politiques du Mali et les dirigeants de la CEDEAO. »*

Le peuple malien doit exiger que la nouvelle direction prenne des mesures urgentes :

- Mettre fin immédiatement aux grossières ingérences des puissances étrangères y compris de la CÉDÉAO.
- Sortir de la CÉDÉAO, véritable traquenard pour le pays.
- Redonner à l'armée sa pleine capacité militaire et organisationnelle pour assumer seule la défense du pays sans l'assistance d'une quelconque armée étrangère. Obtenir le départ des armées étrangères du Mali.

**LIÈS SAHOURA**